

Département de l'Organisation de la Stratégie et de la Qualité (DOSQ)

Département Consignations-Déconsignations et Produits en développement (DCP)

TERMES DE REFERENCE

**Etude de marché, modélisation, structuration et déploiement d'offres de
produits financiers entrant dans le cadre du projet Diaspora et
Développement (DIASDEV)**

Nombre de jour d'expertise total : 210 jours

Février 2025

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDC Bénin) est une institution publique créée par la loi N°2018-38 du 17 octobre 2018. Elle a pour mission la mobilisation et la gestion sécurisée des ressources et des fonds réglementés, qu'elle fructifie et oriente pour financer le développement des secteurs public et privé. Son objectif est de contribuer efficacement au développement économique et social du Bénin. Elle est investie d'une mission d'intérêt général en appui aux politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités territoriales, notamment en matière de développement économique et social. Elle vient en soutien au secteur financier classique (banques, SFD, SGI, etc.) et appuie aussi le secteur privé à travers le financement des PME-PMI. La loi qui l'institut, lui confère les attributions suivantes :

- recevoir, conserver et gérer les dépôts et valeurs appartenant aux organismes et fonds qui y sont tenus ou qui le demandent ;
- recevoir, conserver et gérer les consignations administratives et judiciaires ainsi que les cautionnements ;
- gérer tous les fonds publics ou privés que le législateur estime devoir placer spécialement sous sa protection ;
- assurer la gestion financière des excédents de fonds de retraite mis en place par l'Etat pour les agents fonctionnaires, des réserves des fonds de retraite des agents non-fonctionnaires de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics ;
- mener des activités financières à long terme dans un rôle d'investisseur institutionnel notamment pour des projets stratégiques et structurants définis par l'Etat ;
- assurer la gestion sous mandat ;
- exercer toutes autres activités se rapportant à sa mission.

En lien avec les missions ci-dessus citées, la CDC Bénin a trois métiers :

(i) le métier d'investisseur d'intérêt général ; (ii) le métier d'investisseur financier ; (iii) le métier de gestionnaire pour compte de tiers.

La Caisse s'est dotée en 2021 d'un Plan Stratégique (PS) couvrant la période 2021-2025. Ledit plan a fait l'objet d'une mission de revue et d'évaluation à mi-parcours au dernier trimestre 2023 et qui a abouti à une feuille de route des actions prioritaires en 2024 à mettre en œuvre jusqu'en 2025.

À l'issue de la revue, la stratégie de l'institution est pilotée sur la base des trois (3) axes ci-après :

- Axe 1 : Excellence opérationnelle et capital humain, qui intègre ;
- Axe 2 : Amplification de l'impact économique, social et environnemental ;
- Axe 3 : Renforcement de la mobilisation des ressources.

L'axe 3 est décliné en deux objectifs stratégiques qui se présentent comme ci-après :

- Optimiser la captation des ressources locales, avec comme projet : « Mobiliser des ressources auprès de partenaires locaux » ;
- Innover dans la mobilisation de ressources, avec comme projet : « Mettre en place des produits innovants de mobilisation de ressources (Produit d'épargne & mécanismes innovants de levée de fonds) ».

C'est dans ce cadre que la CDC Bénin a participé au projet DIASDEV, un projet du Forum des Caisses de Dépôts, de l'AFD, avec le soutien technique d'Expertise France. Le projet DIASDEV – produits d'épargne CDC vise à permettre aux CDC Africaines bénéficiaires, de faciliter la mobilisation de

l'épargne de leur diaspora à travers des produits et services adaptés afin d'accroître le socle de leurs ressources pour le développement de projets à impact économique et social.

La participation de la CDC Bénin s'est traduite au travers d'une étude exploratoire déployée d'avril à septembre 2024, qui a abouti à un certain nombre de pistes pour la création de produits d'épargne à destination de la Diaspora béninoise.

Au regard des résultats de l'étude exploratoire de 2024, il apparaît nécessaire de procéder à une analyse approfondie des pistes identifiées, soutenu par des données de terrain.

La diaspora béninoise constitue un levier de développement stratégique pour le pays. Les transferts de fonds, investissements et autres contributions financières des expatriés représentent une part non négligeable du financement externe. Toutefois, il n'existe pas de données exhaustives et à jour quant à la taille, la répartition géographique et les capacités d'épargne réelles de cette diaspora.

Afin de mieux capitaliser sur ce potentiel, il est nécessaire de :

- estimer de manière fiable la population béninoise résidant à l'étranger, par zones géographiques et profils socio-économiques ;
- comprendre ses besoins, motivations et freins en matière d'épargne et d'investissement ;
- Concevoir des produits financiers adaptés (plans d'épargne logement, retraite, fonds d'investissement alternatif, Fonds mutuel, etc.) ;
- Définir des mécanismes efficaces de mobilisation de cette épargne en faveur du développement national.
- Réaliser un ou des pilotes en vue d'un déploiement plus important de collecte de l'épargne de la diaspora.

La nécessité de faire une telle étude découle des limites de l'étude de la phase 1 (voir la rubrique 2 ci-dessous : Rappel des limites de la précédente étude).

C'est dans ce cadre qu'est lancé le présent appel à consultation pour la réalisation d'une étude internationale de marché, incluant la mise en place d'un modèle financier prédictif et l'accompagnement à la conception, puis au déploiement de produits dédiés à la diaspora.

2. RAPPEL DES LIMITES RENCONTREES DANS LA REALISATION DE L'ETUDE DIASDEV 2024

2.1 Limites des sources documentaires

- Pas de données récentes sur le profil migratoire des Béninois de la diaspora et leurs opérations de transferts de fonds.
- Pas d'étude réalisée à ce jour sur l'épargne de la diaspora béninoise (d'après les recherches des consultants).

2.2 Limites liées à l'enquête

- 200 personnes issues de la diaspora béninoise ont répondu en ligne à l'enquête réalisée pour le projet DIASDEV : 70% des répondants résident dans un pays de l'OCDE.

- Les ateliers organisés en focus group ont toutefois permis d'approfondir certains sujets (motivations dans l'usage de l'informel pour les transferts d'argent, les différences de profils entre diasporas, des besoins spécifiques à certaines diasporas...).
- Il serait souhaitable d'approfondir l'étude en prévoyant un nombre plus important de répondants en face à face, en tenant compte principalement de la répartition géographique des Béninois de la diaspora, des catégories socio professionnelles...
- Le Nigéria, regroupant une majorité de béninois de la diaspora, devrait faire l'objet d'une attention particulière du fait du contexte économique particulier (une économie plus dynamique, une monnaie très instable) et de la proximité géographique avec le Bénin.

2.3 Limites liées à l'évaluation financière du projet

- L'étude n'a pas permis d'aborder le coût des investissements nécessaires à la mise en place des produits proposés.
- Il faudra que des négociations soient entreprises entre la CDCB et ses partenaires afin de déterminer les investissements nécessaires à la mise en place des solutions technologiques préconisées.
- Une évaluation financière permettrait de déterminer la rentabilité des produits proposés dans le cadre de l'étude.

3. OBJECTIFS DE LA MISSION

3.1 Objectif général

L'objectif de la mission est de « *Réaliser une étude de marché internationale visant à quantifier la diaspora béninoise, à analyser ses capacités et comportements d'épargne, et à proposer des produits financiers innovants permettant de mobiliser durablement les ressources de la diaspora au profit du développement du Bénin* ».

3.2 Objectifs spécifiques de la mission

- i. Recueillir des données fiables sur la localisation, les caractéristiques socio-professionnelles et la capacité d'épargne de la diaspora béninoise.
- ii. Développer un modèle financier prédictif pour estimer et projeter l'évolution de l'épargne mobilisable selon différents scénarios (faire le lien avec les autres outils de ce type que la CDC Bénin met en œuvre pour harmoniser les standards).
- iii. Concevoir et formaliser des produits financiers (plans d'épargne retraite, logement, fonds d'investissement alternatif, fonds mutuel etc.) adaptés aux besoins et attentes identifiés.
- iv. Proposer un plan d'action opérationnel pour le lancement et la commercialisation de ces produits auprès de la diaspora.
- v. Proposer des partenariats stratégiques et des stratégies de distribution ciblées pour optimiser la collecte de l'épargne.

4. CHAMP DE L'ETUDE

Le champ de l'étude se détaille comme suit :

- i. **Population cible.** Béninois(es) résidant à l'étranger, y compris binationaux et descendants, potentiellement liés économiquement et culturellement au Bénin (mettre un accent particulier sur le genre).
- ii. **Couverture géographique.** Zones de forte présence de la diaspora béninoise (Nigéria, Côte d'Ivoire, Sénégal, République Démocratique du Congo et Congo Brazza, Gabon, Togo, Europe, Amérique du Nord, Moyen Orient (zone Asie.).
- iii. **Thématiques clés**
 - Quantification de la diaspora (effectifs, localisation, profils socio-économiques)
 - Comportements d'épargne et de transfert de fonds
 - Attentes et motivations envers des produits financiers spécifiques (plans d'épargne logement, retraite, fonds d'investissement alternatif, Fonds mutuel, etc.)
 - Élaboration d'un modèle prédictif de l'épargne mobilisable
 - Définition d'offres financières et plan de déploiement
- iv. **Tenir compte des critères ESG dans l'élaboration du ou des produits** en lien avec la politique ESG et la stratégie RSE de la CDC Bénin.

5. DETAILS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE

La mission s'articule autour de 4 étapes successives et interdépendantes ci-dessous et dont le détail est présenté dans les rubriques 5 à 8 :

- Etude de marché, couplée à un approfondissement de l'étude juridique réalisée par E&Y ;
- Conception et formalisation des produits financiers ;
- Conception et intégration d'un modèle financier prédictif ;
- Mise en œuvre, déploiement et commercialisation (conception et mise en œuvre d'une phase pilote).

La méthodologie globale et les approches spécifiques d'adressage des différentes phases sont laissées au choix du consultant qui devra présenter un mémorandum très complet y relatif aux fins de recueillir le visa statistique de l'Institut Nationale de la Statistique et de la Démographie (INStAD). L'étude de la phase 1 de la présente offre s'appuiera sur une approche d'échantillonnage statistique très rigoureux. Une approche multicritère est préconisée avec une analyse par des outils d'aide à la décision du type ELECTRE III (voir les détails sur l'approche multicritère dans l'annexe à la fin de ces termes de références).

6. ETAPE 1 : ETUDE DE MARCHÉ

6.1 Objectif de cette étape

L'objectif de cette étape est d'analyser le potentiel de marché pour les produits d'épargne envisagés à destination de la diaspora béninoise. Il s'agit plus précisément de :

- cerner les capacités d'épargne des différents profils de la diaspora (mettre un accent particulier sur le genre),
- identifier les segments prioritaires en tenant compte de critères tels que l'âge, le niveau de revenus et le pays de résidence,
- examiner les offres concurrentes (benchmark) déjà disponibles sur d'autres marchés, afin d'en évaluer la pertinence et d'adapter les meilleures pratiques au contexte béninois.

6.2 Activités principales

i. Recherche documentaire et revue des sources existantes

- Exploitation des études réalisées sur DIASDEV au Bénin (Etude Qantara et étude juridique E&Y), ainsi que des rapports de fin d'études réalisés par la CDC Bénin dans le domaine de l'épargne : création de produits d'épargne basé sur la culture de la tontine, Fonds de pension et études immobilières.
- Exploitation des données consulaires, des statistiques internationales (ONU, Banque mondiale) et de celles recueillies par les associations de la diaspora.
- Évaluation de la fiabilité et de la complémentarité des informations disponibles pour dresser un premier panorama de la diaspora béninoise.

ii. Segmentation du marché et analyse des besoins

- Conduite d'enquêtes quantitatives et qualitatives via des questionnaires, des focus groups et des entretiens individuels, recueillir et analyser les data relatifs aux transferts de fonds des particuliers en provenance de l'étranger vers le Bénin.
- Identification des freins et leviers d'épargne (sécurité, rentabilité, etc.) susceptibles d'orienter les décisions financières de la diaspora.

iii. Évaluation de la capacité d'épargne

- Estimation des montants moyens mobilisables par segment (selon l'âge, le statut socio-économique, le pays de résidence, etc.).
- Analyse des canaux d'épargne déjà utilisés (transferts informels, banques, plateformes fintech, etc.) et de leur impact sur la capacité d'épargne globale.

iv. Les aspects juridiques et réglementaires encadrant la conception et la distribution de ces produits, tant au Bénin que dans les pays de résidence de la diaspora. Ce point inclut l'examen de toutes les dispositions légales, fiscales et réglementaires susceptibles d'influer sur la mise en place, la promotion et la commercialisation des produits financiers destinés à la diaspora. Il s'agit notamment de :

- **La réglementation financière et bancaire** en vigueur au Bénin, y compris les directives de la BCEAO/UMOA (agrément, ratios prudentiels, capital minimum, etc.) et les lois nationales relatives à la commercialisation de produits d'épargne et d'investissement ;
- **Les obligations de conformité** imposées par les pays de résidence de la diaspora, telles que la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB/FT), les règles Know Your Customer (KYC) et la protection des consommateurs ;
- **Les considérations fiscales**, comme la double imposition, les exigences déclaratives (rapatriement de fonds, taxes sur les revenus de placements) et les éventuels accords bilatéraux ;

- **Les dispositions relatives à la protection des données** (règlementation sur la confidentialité et le traitement des informations personnelles) applicables tant au Bénin que dans les pays hôtes ;
- **Les contraintes spécifiques** liées à la distribution transfrontalière de produits financiers (procédures d'agrément, partenariats obligatoires, limitations à la publicité ou à la sollicitation de clients étrangers), pouvant varier selon les législations nationales.
- **Appréciation** de la pertinence de ces offres pour le contexte béninois, afin d'en dégager des enseignements utiles et des pistes d'adaptation.

v. Benchmarking

- **Étude comparative** des solutions d'épargne et d'investissement destinées aux diasporas africaines ou d'autres régions (plans d'épargne, fonds d'investissement, Fonds mutuels, etc.).

6.3 Livrables

i. Rapport d'étude de marché

- Présentation des segments de la diaspora, de leurs capacités d'épargne et de leurs motivations.
- Synthèse des enjeux juridiques et réglementaires (cadre légal béninois et de l'UEMOA, dispositions applicables dans les principaux pays de résidence, obligations de conformité).
- Benchmark des offres concurrentes, incluant la dimension légale (aspects fiscaux, bancaires, etc.).

ii. Base de données (ou tableau de segmentation)

- Rassemblant les informations socio-économiques, juridiques et réglementaires nécessaires pour la suite des phases de conception et de modélisation.

7. ÉTAPE 2 : CONCEPTION ET FORMALISATION DES PRODUITS FINANCIERS Y COMPRIS LA DIGITALISATION

7.1 Objectif de cette étape

L'objectif de cette étape est de concevoir (nécessité de tenir compte des résultats de l'étude de marché de l'étape 1) ou d'intégrer une gamme de produits financiers existant déjà ou en cours de création (épargne-retraite, épargne-logement, fonds d'investissement, Fonds mutuel, etc.) qui répondent aux besoins et motivations de la diaspora béninoise, en s'appuyant sur :

- Les résultats de la phase 1 ci-dessus évoqué relatifs aux capacités d'épargne et aux attentes spécifiques des différents segments de la diaspora ;
- Les prévisions et scénarios établis grâce au modèle prédictif (étape 3), permettant d'affiner la conception de produits viables et compétitifs.

7.2 Activités principales

i. Développement des concepts de produits

- Définir les caractéristiques techniques de chaque offre (taux d'intérêt, conditions d'accès, durée, modalités de versement, etc.) en cohérence avec les capacités et préférences identifiées (mettre un accent également sur le genre).
- Analyser la viabilité financière de ces produits en termes de rentabilité, coûts de gestion et compétitivité par rapport aux alternatives déjà disponibles (mettre l'accent sur le genre dans l'analyse).

ii. Prototypes des produits et tests

- Rédiger des fiches produits pour formaliser les spécifications (Plan Épargne Retraite, Plan Épargne Logement, Fonds d'Investissement, Fonds Mutuel, etc.).
- Tester ces concepts auprès d'un échantillon représentatif de la diaspora (via des enquêtes, panels ou focus groups) afin de recueillir des retours sur l'attrait, la compréhension et la pertinence de chaque produit.

iii. Ajustements finaux

- Intégrer les commentaires et propositions d'amélioration issus des tests et des retours d'experts.
- Finaliser la documentation technique et marketing, y compris les supports de communication (brochures, argumentaires, FAQ) pour le lancement futur de ces produits.

7.3 Livrables

- Fiches produits détaillées. Description des caractéristiques, avantages, conditions d'accès, modalités de remboursement/versement, etc.
- Rapport de validation. Synthèse des résultats des tests, retours de la diaspora, ajustements effectués et recommandations pour la mise sur le marché.

8. ÉTAPE 3 : CONCEPTION D'UN MODÈLE FINANCIER PRÉDICTIF

8.1 Objectif de cette étape

L'objectif de cette étape est de développer un modèle prédictif (faire le lien avec les autres outils de ce type que la CDC Bénin met en œuvre pour harmoniser les standards), pour estimer et projeter la collecte d'épargne de la diaspora béninoise. Il s'appuiera sur les données recueillies durant la phase précédente (étude de marché) et les résultats de la phase 2. Le modèle fournira des indications quantitatives quant aux montants mobilisables, aux profils les plus enclins à l'épargne ainsi qu'aux tendances d'évolution à moyen et long terme. Il permettra de modéliser différents scénarios en ajustant les variables de base.

8.2 Activités principales

Proposer un modèle de référence et son guide de l'utilisateur, et constituer la base de données de l'étude (base de données apurée des enquêtes et le script de production des tableaux d'analyse).

Le modèle prédictif devra fournir une analyse complète, flexible et dynamique, permettant à la CDC Bénin de prendre des décisions éclairées. De façon précise, il s'agira d'élaborer un modèle d'estimation de la mobilisation de l'épargne de chaque segment de la diaspora à un horizon de 10 ans en se basant sur les données de l'étude de marché et éventuellement les données macroéconomiques et démographiques, etc.

i. Définition des variables et collecte de données complémentaires

- Sélectionner et affiner l'ensemble des variables jugées pertinentes pour la modélisation : caractéristiques démographiques (âge, genre, statut migratoire), facteurs socio-économiques (revenus, profession, niveau d'éducation), historiques de transferts de fonds, etc.
- Recueillir ou compléter ces données via différentes sources (banques, plateformes de transfert, enquêtes ciblées) afin de disposer d'un socle d'informations cohérent et représentatif.

ii. Traitement et codage

- Nettoyer la base de données en supprimant ou en imputant les valeurs manquantes, et en éliminant les doublons.
- Normaliser les variables pour garantir leur comparabilité (uniformité des formats, des unités de mesure, etc.).
- Créer des variables dérivées (indicateurs composites, ratios d'épargne, etc.) pour enrichir et affiner les analyses futures.

iii. Modélisation

- Régression logistique : estimer la probabilité qu'un individu souscrive à un produit financier ou mobilise une partie de ses revenus en épargne, en fonction de ses caractéristiques.
- Analyse de séries temporelles : prévoir l'évolution des flux d'épargne sur une période donnée en s'appuyant sur les données historiques disponibles.
- Clustering : segmenter la diaspora en groupes homogènes (ou clusters) selon les comportements d'épargne et d'investissement, permettant ainsi des stratégies de ciblage adéquates.

iv. Construction du modèle

- Intégrer les différentes composantes (logistique, séries temporelles, clustering) pour bâtir un modèle dynamique capable de prendre en compte plusieurs facteurs simultanément (faire le lien avec les autres outils de ce type que la CDC Bénin met en œuvre pour harmoniser les standards).
- Réaliser des tests de sensibilité (simulations de scénarios optimistes et pessimistes) pour évaluer la robustesse du modèle face à des variations de contexte (économique, réglementaire, etc.).

v. Formation et transfert de compétences

- Former les équipes locales à l'exploitation du modèle, à son actualisation régulière et à l'interprétation des résultats (probabilités de souscription, prévisions de montants, segments clés, etc.).

- Fournir un guide méthodologique détaillant le fonctionnement du modèle, ses hypothèses, ainsi que des exemples concrets d'utilisation et de scénarios possibles.

8.3 Livrables

- Modèle prédictif de référence opérationnel et son guide de l'utilisateur : comprenant le code (ou algorithmes) et la documentation associée, permettant de réaliser des projections fiables et de segmenter efficacement la diaspora (faire le lien avec les autres outils de ce type que la CDC Bénin met en œuvre pour harmoniser les standards).
- Rapport méthodologique : décrivant les choix de variables, les méthodes statistiques retenues et la logique d'estimation, ainsi que les résultats des tests de sensibilité.
- Base de données nettoyée et formatée : prête à être réutilisée pour d'autres analyses ou pour la mise à jour du modèle.
- Atelier de restitution du modèle et formation des utilisateurs.

9. ETAPE 4 : MISE EN ŒUVRE, DÉPLOIEMENT ET COMMERCIALISATION

9.1 Objectif de cette étape

L'objectif de cette étape est de lancer les produits financiers conçus à l'intention de la diaspora béninoise et d'assurer leur commercialisation, pour optimiser en continu la stratégie de déploiement et la performance des offres.

9.2 Activités principales

- Plan de mise en œuvre**
 - Définir un calendrier précis, les ressources nécessaires (humaines, financières, logistiques) et les responsabilités de chaque acteur impliqué.
 - Coordonner l'ensemble des parties prenantes (banques, plateformes numériques, associations de diaspora) pour garantir une exécution harmonieuse du plan.
- Stratégie de distribution**
 - Identifier et sélectionner les canaux de distribution les plus adaptés (agences bancaires, plateformes en ligne, partenariats institutionnels, etc.).
 - Négocier des accords de distribution avec les acteurs clés (banques, fintech, opérateurs de transferts d'argent) afin d'étendre la couverture géographique et de faciliter l'accès aux produits.
- Stratégie de communication et sensibilisation**
 - Concevoir des campagnes promotionnelles ciblées, en recourant aux réseaux sociaux, aux événements communautaires (séminaires, conférences, webinaires) et aux canaux traditionnels (radio, télévision) si nécessaire.
 - Élaborer différents supports de promotion (brochures, vidéos explicatives, guides pratiques, FAQ) pour informer et convaincre les membres de la diaspora.
- Réaliser une ou des phases pilotes du ou des produits : lancement et suivi**
 - Mettre en place un ou plusieurs pilotes du ou des produits d'épargne calibrés lors de l'étape 2 plus haut.
 - Organiser des événements de lancement (en présentiel ou virtuels) pour présenter les produits aux différentes communautés de la diaspora.

- Mettre en place des indicateurs de performance (taux de souscription, satisfaction, feedback qualitatif) permettant de suivre la progression des souscriptions et la perception des produits.

v. Optimisation continue

- Analyser régulièrement les retours (tendances, feedback, chiffres de souscription) à travers le modèle prédictif, afin d'identifier les axes d'amélioration.
- Ajuster les caractéristiques des produits, la stratégie de communication ou les canaux de distribution en fonction des performances observées et des évolutions du marché.

9.3 Livrables

- Plan d'action détaillé. Chronogramme, répartition des responsabilités, ressources mobilisées et budget prévisionnel.
- Accords de partenariat. Conventions formelles établies avec les banques, fintech et autres plateformes stratégiques.
- Kit de communication incluant l'ensemble des supports (brochures, documents numériques, outils de promotion) destinés à la diaspora.
- Document de suivi-évaluation. Compilation des indicateurs de réussite (taux de souscription, satisfaction client, etc.) et recommandations pour les ajustements futurs.

10. COMPTES RENDUS DE MISSIONS

En lien avec la méthodologie, un rapport synthétique devra être remis à chaque étape finalisée.

Les réunions organisées et tenues dans le cadre de la mission devront être formalisées par des comptes-rendus remis dans les 48h maximum après chaque réunion.

Les experts devront soumettre chaque rapport intermédiaire et/ou final une semaine avant la date de la restitution de la phase afin de permettre aux parties prenantes d'en prendre connaissance et de demander des ajustements en amont.

Les experts devront aussi annoncer les dates de mission au moins un mois à l'avance et solliciter les rendez-vous pertinents en amont.

Le rapport final devra être remis à la fin de la mission.

11. INFORMATIONS PRATIQUES

La proposition de service devra comporter :

- i. la présentation du soumissionnaire ;
- ii. l'exposé de sa compréhension de la mission ;
- iii. l'exposé de la démarche méthodologique détaillée proposée ;
- iv. les références du prestataire dans des interventions similaires ;
- v. la composition de l'équipe d'intervenants avec les CV détaillés de ses membres ;
- vi. l'organisation à mettre en place pour la conduite du projet ;

- vii. le calendrier d'intervention ;
- viii. les budgets-temps détaillés et les coûts unitaires détaillés, en faisant la distinction entre les honoraires et les frais logistiques ;
- ix. le coût global de la prestation.

12. LIEU, DUREE DE LA MISSION ET MODALITES D'EXECUTION

- La période de mise en œuvre : 9 mois ;
- Date de démarrage : Avril 2025.
- Date de fin : Décembre 2025.
- Planning/calendrier : voir à la suite.
- Le nombre de jour d'expertise est évalué à 20 jours par mois, soit 180 jours au total sur la durée requise pour la mission.

Le calendrier indicatif de la mission se présentera comme suit :

Activités	Lieu	Période	Durée (H/J)
Atelier de cadrage et de démarrage du projet	Cotonou / Décentralisé	Mai 2025	3
<u>Etape 0.</u> Un rapport de démarrage. Ce rapport inclura la méthodologie de l'étude, les objectifs spécifiques et le chronogramme de réalisation de la mission.	Cotonou / Décentralisé	Mai 2025	10
<u>Etape 1.</u> Etude de marché.	Cotonou / Décentralisé	Mai-Septembre 2025	80
<u>Etape 2.</u> Conception et formalisation des produits, y compris le volet digitalisation des produits.	Cotonou / Décentralisé	Septembre- Octobre 2025	30
<u>Etape 3.</u> Conception du modèle financier prédictif	Cotonou / Décentralisé	Octobre- Novembre 2025	25
<u>Etape 4.</u> Mise en œuvre, déploiement et commercialisation.	Cotonou / Décentralisé	Novembre- Décembre 2025	35
Rapport Final et Présentation finale résumant les résultats de l'étude, les produits conçus, et les stratégies recommandées.	Cotonou / Décentralisé	Décembre 2025	3
Restitution finale sur place incluant une ou plusieurs séances d'appropriation des livrables par les bénéficiaires	Cotonou / Décentralisé	Décembre 2025	14
Préparation et participation à l'évènement de clôture du projet DIASDEV	Paris	Novembre 2026	10
Total			210

NB : Le nombre de déplacements des consultants doit être calibré en fonction des missions à opérer dans les pays de forte présence de la diaspora béninoise (Nigéria, Côte d'Ivoire, Sénégal, République Démocratique du Congo et Congo Brazza, Gabon, Togo, Europe, Amérique du Nord, Moyen Orient-zone

Asie.). Idéalement un déplacement par pays de forte présence, mais des choix peuvent être opérés en fonction des similarités (exemple : un pays en zone CEMAC, un pays en zone UEMOA).

13. PROFIL DU CONSULTANT ET CRITERES DE SELECTION

13.1 Profil du consultant

Le soumissionnaire devra justifier d'une expérience professionnelle dans la réalisation d'enquêtes dans le domaine de la finance et en matière de conception de produits financiers, notamment dans l'élaboration de modèle financier, (**minimum 15 ans**), avec une expertise dans la conception de produits d'épargne et une connaissance approfondie des pratiques d'épargne collective et de la culture financière des diasporas.

Il devra proposer le personnel clé adéquat pour mener à bien les objectifs de la mission. L'équipe chargée de la mission sera composée d'au moins (**tous justifiant de 15 ans d'expérience au moins**) :

- un expert économiste actuaire ayant des expériences spécifiques en matière d'appui-conseils des Caisses de Dépôts et Consignations ou des banques et autres institutions financières ;
- un expert financier, spécialiste en ingénierie financière au profit d'institutions financières et ayant des compétences en matière de définition de produits financiers ;
- un expert diaspora, spécialisé dans la création d'offres de solutions au profit aux diasporas et qui a au moins connaissance des comportements des diaspora africaines, spécifiquement celle béninoise ;
- un expert informaticien spécialisé dans la Fintech ;
- un expert juriste ayant des expériences spécifiques en matière de réglementation des produits financiers (y compris les produits d'épargne) dans la zone UEMOA et plus spécifiquement au Bénin dans la formalisation desdits produits, et de due diligence y relatives ;
- un expert en data, spécialisé dans la conception, l'analyse de base de données ;
- un expert ingénieur statisticien ayant des compétences en économétrie et en modélisation financière.
- Toute autre expertise nécessaire à la mission.

Toutes ces références pourront être confirmées par des attestations de bonne exécution.

Le soumissionnaire devra également décrire les missions récentes portant sur des prestations similaires à celle demandée par la CDC-Bénin (minimum 5) ;

Le soumissionnaire proposera également une équipe pluridisciplinaire constituant le personnel clé de la mission, composée au minimum des personnes ayant les compétences suivantes (**tous justifiant de 15 ans d'expérience au moins**) :

- Être titulaire d'un diplôme d'études supérieures (Bac + 5) ou équivalent dans les domaines sus-indiqués ;
- Disposer d'une expérience d'au moins 15 ans dans le domaine de sa spécialité ;
- Avoir réalisé des missions similaires pour des institutions financières de type caisse des dépôts ou assimilées (au moins 5) ;
- Avoir des compétences avérées en assistance technique ;
- Avoir un savoir-faire en conduite de projet et gestion du changement ;

- Avoir les connaissances techniques et la compréhension de l'environnement social, économique, financier de la CDC-Bénin et de l'UEMOA ;
- Avoir une bonne appréciation de la stratégie globale et de la vision de la CDC-Bénin ;
- Avoir des capacités à gérer les responsabilités et les délais ;
- Avoir une bonne capacité rédactionnelle et d'analyse ;
- Avoir une bonne maîtrise du français.

13.2 Critères de sélection

Critère 1 : prix des prestations

La **notation financière (NF sur 20 points maximum)** portera sur la comparaison des offres financières de l'ensemble des candidats dont l'offre est régulière.

L'analyse du prix se basera sur le montant global et forfaitaire HT indiqué sur la DPGF.

Critère 2 : Qualité technique

SOUS-CRITÈRES PERMETTANT D'APPRÉCIER LA QUALITÉ TECHNIQUE	ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION	NOMBRE DE POINTS MAXIMUM
Sous-critère 1 : Présentation du cabinet et Qualité et pertinence des compétences de l'équipe dédiée	Sur la base du Mémoire technique, CV proposés. L'ensemble de l'équipe dédiée devra répondre <u>aux exigences minimales formulées dans le cahier des charges.</u>	15
Sous-critère 2 : Proposition d'une note ou inscription dans le mémoire du candidat permettant d'apprécier l'approche du candidat par rapport au contexte et les contraintes	Sur la base du mémoire technique	15
Sous-critère 3 : Démarche méthodologique détaillée pour l'exécution des prestations	Sur la base du mémoire technique	15
Sous-critère 4 : Expériences de l'équipe dédiée relatives à des interventions / projets similaires (CDC, zone géographique, coopération internationale et développement entre autres).	Sur la base de note de présentation illustrée des expériences du candidat en précisant les points de liaison avec la présente consultation.	15
Sous-critère 5 : Planning organisationnel du projet et calendrier.	Sur la base du planning proposé à l'initiative le candidat pour la réalisation des prestations.	15
Sous-critère 6 : Budget temps détaillé et coûts unitaires détaillés (distinction honoraires et logistique).	Budget détaillé proposé à l'initiative du candidat, ce budget devra préciser le temps de travail de chaque expert dédié et l'ensemble des coûts annexes pour l'exécution des prestations. Ce budget est donné à titre informatif et doit être décomposé par phase.	5
TOTAL		80

Chaque offre technique, jugée conforme techniquement, se verra attribuer une **note technique (NT sur 80 points maximum)** par addition des notes pondérées obtenues sur chaque sous-critère.

14. SUIVI DE LA MISSION

Un comité de suivi sera mis sur pied pour le suivi de la mission. Il sera composé de :

- Directrice Générale,
- Coordonnateur du département Consignations-Déconsignations et Produits en Développement et le Chef Division Mobilisation des Ressources et Produits en développement,
- Directeur de la Stratégie de l'Organisation et de la Qualité et le Chef Division Etudes et Stratégie,
- Directrice de la Cellule Support au Management ;
- Directeur de l'Investissement et de l'Intérêt Général ;
- Directeur des Affaires Juridiques ;
- Le Chef Division des Systèmes Informatiques en qualité de personne ressource (Ingénieur Statisticien).
- Directrice de la Gestion des risques (DGR)
- Un ou deux représentants d'Expertise France.

Le rôle de ce comité sera de :

- assurer globalement le suivi de la mission avec le cabinet ;
- superviser et valider les différentes étapes pour la réalisation de la mission ;
- apprécier et valider les résultats et les livrables attendus.

Une coordination étroite avec les équipes de la CDC-Bénin devra impérativement être mise en place dès la préparation des missions et jusqu'à leur finalisation. En outre, des échanges réguliers avec les points focaux du projet seront à prévoir sur l'état d'avancement des missions et éventuellement les difficultés rencontrées.

15. DOCUMENTATION

La CDC Bénin mettra à la disposition du consultant la documentation disponible en sa possession, qui seraient nécessaires pour la bonne exécution de la mission. Les conditions d'utilisation desdits documents seront discutées lors de la négociation avant la signature du contrat de prestation et intégrées dans ledit contrat.

ANNEXE : ANALYSE MULTICRITERES

Identifications des critères

- Critères démographiques (taille de la diaspora, répartition par âge, statut migratoire...) ;
- Critères socio-économiques (revenus moyens, stabilité de l'emploi, propension à l'épargne...) ;
- Critères financiers (montant moyen des transferts, fréquence d'envoi, canaux utilisés...) ;
- Critères juridiques et réglementaires (restrictions bancaires, obligations fiscales, cadre légal de transfert de fonds...) ;
- Critères contextuels (niveau de confiance envers les institutions, proximité culturelle, volonté d'investissement au Bénin...).

Définition des poids

- Chaque critère se voit attribuer un poids reflétant son importance relative dans la décision ou l'évaluation (ex. 20 % pour le critère « taille de la diaspora », 15 % pour la « sécurité juridique », etc.).
- Les poids peuvent être déterminés par l'analyse statistique, ou selon une méthode formelle.

Évaluation des alternatives

- Ici, les alternatives peuvent être des pays de résidence de la diaspora, des segments (jeunes travailleurs, étudiants, retraités, etc.) ou encore des profils financiers.
- À partir des données collectées, chaque alternative est notée sur chaque critère (échelle qualitative ou quantitative), puis pondérée selon les poids.

Synthèse et classement

- Application d'une méthode de décision (somme pondérée, ELECTRE III, ou TOPSIS, etc.) pour agréger les scores.
- Classement final ou priorisation : identification des segments ou régions présentant le plus fort potentiel d'épargne, les meilleures conditions d'investissement ou, au contraire, des contraintes plus lourdes.